

Unité départementale de la Côte-d'Or

Dijon, le 18/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



REGEPLASTIC

Rue de Barive
ZI La Plachotte
21230 ARNAY LE DUC

Références : 0005402589/2022-196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2022 dans l'établissement REGEPLASTIC implanté Rue de Barive ZI La Plachotte 21230 ARNAY LE DUC. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incendie survenu sur le site voisin de PR Bitumes et appartenant au même groupe, le 8 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGEPLASTIC
- Rue de Barive ZI La Plachotte 21230 ARNAY LE DUC
- Code AIOT dans GUN : 0005402589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société REGEPLASTIC à Arnay le Duc est soumise à autorisation au titre de la réglementation ICPE pour l'activité principale 2661 "transformation de polymère". Le site produit des granulés plastiques. Elle est soumise à un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 19 janvier 2012 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 28/05/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des non-conformités et demandes de compléments non soldées de l'inspection précédente (du 19 et 20/11/2020) ;
- risque accidentel – moyen de défense contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
EAU	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 4.2.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
EAU	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 4.2.4.1	/	Sans objet
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.2.2	/	Sans objet
Caractéristiques minimales des voies	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.1.2	/	Sans objet
Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.4	/	Sans objet
Chaufferie	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.5	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.4.1	/	Sans objet
Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.7.5	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.8.	/	Sans objet
Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.4.3	/	Sans objet
Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.7.4	/	Sans objet
Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.7.6.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
EAU	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 4.1.1	/	Sans objet
Inventaire des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.2.1	/	Sans objet
Accès et circulation	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.1	/	Sans objet
Batiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.2	/	Sans objet
Mise à la terre des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.3	/	Sans objet
Stockage	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.6	/	Sans objet
Définition générale des moyens	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.7.1	/	Sans objet
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en oeuvre le POI présent en annexe 2 de son arrêté préfectoral d'autorisation or ce dernier découle directement des hypothèses prises dans le cadre de la cotation de gravité des phénomènes dangereux de l'étude de danger du site. Il est donc primordial que l'exploitant applique ce plan qui est conjoint avec l'entreprise voisine PR Industrie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Réseau public : 1700 m3/an
Constats : L'exploitant a mis en place un système de récupération des eaux pluviales depuis environ un an (dans le process) comprenant deux cuves de 70 m3 + 300 m3 (volume des cuves de récupération d'eau de pluie). La dernière facture d'eau (facture n° 235220242203) a été vue lors de l'inspection, il s'agit du relevé du 13/12/2022 présentant une consommation depuis le relevé précédent du 16/11/21 de 1733 m3 sur 13 mois soit une consommation sur l'année de 1600 m3/an. La non-conformité n°1 du constat du 19/11/2020 est donc levée.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a transmis le synoptique des réseaux d'eau potable mis à jour au 16/12/2020. Les disconnecteurs sont notés sous la mention "D". Les disconnecteurs sont sur la branche d'alimentation "aéro grosse cuve, petite cuve et piscine" et sur l'alimentation de la chaudière. L'inspection recommande de mettre un disconnecteur au niveau du compteur principal d'entrée dans l'usine (arrivée "canalisation mère"). Ce synoptique présente également les compteurs et les vannes. La réglementation impose à l'exploitant l'établissement d'un plan des réseaux d'eau et non d'un synoptique afin de visualiser l'implantation des équipements sur le site. L'exploitant a remis le plan du réseau des eaux pluviales. Le plan n'est pas daté. Ce plan ne précise pas la localisation des vannes de coupure permettant de confiner les eaux en cas de sinistre sur le site.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant déclare qu'un ballon est présent sur site avec un gonflage automatique par bouteille. L'exploitant a déclaré que la bouteille a été rechargée il y a un an environ. Le ballon est actionnable sur place uniquement, ce dernier se trouverait dans le local de la fosse de dégrillage. Le dispositif n'a pas été vu par l'inspection lors de la visite du site. Non-conformité : L'exploitant indique que le dispositif n'est pas testé régulièrement et il ne dispose pas de registre de suivi pour savoir quand il faut procéder au rechargement de la bouteille. L'exploitant ne dispose pas d'une procédure permettant la localisation du ballon, les modalités de mise en œuvre, l'accès au local où se trouve l'actionneur du ballon et diffusion de l'information au personnel sur la nécessité d'actionner le gonflage du ballon en cas d'incendie.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Non-conformité : Le plan montré lors de l'inspection est incomplet. Les quantités maximales et le type de produit ne sont pas précisés, cela ne permet pas d'avoir une vision rapide du type d'incendie potentiel.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inventaire des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des substances dangereuses
Prescription contrôlée : Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenue à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : L'état des stocks de matières premières et produits finis a été montré le jour de l'inspection (2154T).
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès et circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Le plan des voies de circulation est affiché sur site, la voie de distribution fait le tour de l'ensemble du bâtiment (Regeplastic et PR Bitumes). Ces voies sont adaptées aux passages des poids lourds et des services de secours. Le site est totalement clôturé. On note toutefois qu'il s'agit d'une enceinte commune à l'ensemble des entreprises du groupe PR Industrie à savoir : Regeplastic, PR Bitumes, PR industrie logistique et Les laboratoires de PR Industrie.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristiques minimales des voies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques minimales des voies
Prescription contrôlée : Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- largeur de la bande de roulement : 3,50 m- rayon intérieur de giration : 11 m- hauteur libre : 3,50 m- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.
Constats : Le plan présenté lors de l'inspection est le même que le plan des risques du site. Ce plan ne présente pas d'échelle permettant de vérifier la largeur des voiries ainsi que les rayons de giration. Concernant la hauteur libre : les stockages de big-bag de matières plastiques se trouvent essentiellement à l'air libre. Une partie est toutefois présente en silos dans le process de transformation des matières. La résistance aux essieux des voiries n'est pas vérifiable toutefois, les voies sont empruntées par des camions quotidiennement pour la livraison des produits sans subir de dommage. Demande de compléments : L'exploitant justifiera du respect des caractéristiques minimales des voies engins, par exemple sur la base d'un plan du site comportant des cotes et/ou une échelle.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Batiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Batiments et locaux
Prescription contrôlée : A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : L'inspection a vu par sondage, l'atelier des silos mélangeurs (A2) les allées de circulation ne présentaient pas d'encombrement.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à la terre des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Vu le jour de l'inspection : Dernière vérification VERITECH des postes électriques en date du 18 mai 2021 (rapport Q 18 - rapport C313921.4.003). Ce rapport fait état au constat n°3 d'un problème d'absence de protection contre les surintensités. Le directeur du site indique que cela concerne des locaux qui ne sont plus utilisés. Un plan d'action a été mis en place pour corriger le non-conformité relevée dans le rapport Q18. L'exploitant indique qu'il reste une action à solder sur les constats dressés le 18 mai 2021, il s'agit d'une note de calcul à rediscuter avec Veritech et il reste également les consignes sur le TGBT à réaliser pour mai 2022. D'après les conclusions du rapport Q18 la mise à la terre vérifiée et conforme. Par sondage, l'inspection a vu la mise à la terre des silos mélangeurs.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : Il n'y a pas de parafoudre sur le site. L'exploitant déclare qu'il y a un parafoudre sur le site de PR Bitumes et comme ils sont implantés plus haut ce sont eux qui "protègent le site". Le directeur d'usine indique que ce point avait été discuté à l'origine (lors de l'instruction du DDAE) pourtant l'inspection note qu'aucune demande de dérogation n'a été faite sur l'article 7.3.4. Demande de compléments : L'exploitant présentera à l'inspection l'analyse du risque foudre réalisée par un organisme qualifié selon le référentiel Qualifoudre ou F2C conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Chauffage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage
Prescription contrôlée : S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolée par des murs en blocs de béton agglomérés. L'accès se fait exclusivement par l'extérieur. A l'extérieur de la chaufferie sont installés : <ul style="list-style-type: none">- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. Le chauffage des bâtiments de stockage ou d'exploitation ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérotherme à gaz ne sont pas autorisés dans les bâtiments de stockage ou d'exploitation.
Constats : L'exploitant déclare qu'ils ont des pompes à chaleur et une chaudière fioul mais non utilisées actuellement. Ils utilisent des pompes à chaleur pour les locaux avec l'eau chaude du site. Les eaux chaudes sont produites pas le refroidissement des granulés de plastiques. Le site dispose d'aérotherme à eau chaude pour le chauffage des bâtiments. Les granulés de plastiques sont chauffés électriquement. Il y a uniquement la chaufferie fioul. L'exploitant ne dispose pas du dernier entretien de cette chaudière. Dispositif de coupure de la chaudière n'a pas été vu le jour de l'inspection. Demande de complément : l'exploitant fournir le détail du dispositif de coupure de l'alimentation en combustible de la chaudière fioul.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Le stockage de la matière première et des produits finis sur le site est conforme au plan joint en annexe 3. L'atelier A3 ne contient exclusivement que le stock d'oxyde de fer, de dioxyde de titane et d'Aspha Min.
Constats : L'oxyde de fer est stocké par la société PRindustrie (actuellement un camion sur site stocké). L'Oxyde de titane n'est plus présent sur site. L'Aspha Min n'est plus présent sur site.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction de fumer ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
Constats : Non conformité : L'inspection a constaté que les plans incendies étaient bien affichés dans les locaux (locaux vus : bureau et atelier A2), par contre les consignes détaillées à l'article 7.4.1 n'ont pas été constatées . L'exploitant complètera les affichages à disposition des employés par l'ensemble des consignes prévues par la prescription réglementaire susvisée.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Non-conformité : Ces procédures n'ont pas été montrées à l'inspection le jour de la visite ni vu affichées sur site.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :- les modes opératoires ;- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et de nettoyage ;- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation.
Constats : Non-conformité : l'exploitant ne dispose pas de ces consignes.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant a déclaré qu'un Plan de formation est tenu à jour. Deux pompiers volontaires exercent sur le site (1 de nuit et 1 de jour). La dernière formation incendie a été faite en 2009. Depuis 2009 il y a eu 3 ou 4 nouveaux arrivants. Non-conformité : Aucune formation ou information n'est prévue pour les personnes extérieures intervenant sur le site. Une formation a été faite sur le laboratoire (4 - 5 personnes) le 17 décembre 2021 mais l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser le contenu de la dite formation (SST ? manipulation extincteur ?).
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Définition générale des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie peut faire l'objet d'un plan Etablissements Répertoriés, A ce titre l'exploitant transmet, à la demande du Service Départemental d'Incendie et de Secours, tous les documents nécessaires à l'établissement de ce plan.
Constats : Le site ne présente pas de plan ETARE fait avec le SDIS local. L'exploitant a présenté le registre de sécurité : - dernière vérification des extincteurs faite en 10/2021 - RIA fait en 10/2021 - trappe de désenfumage : le rapport de visite du 27/01/22 vu en inspection ne fait pas état de dysfonctionnement. Rapport Q4 en date du 05/11/2021 (n°245:04:04-285 du 12/10/21) vu le jour de l'inspection - pas de dysfonctionnement noté. Le rapport d'intervention n°14921678 du 12/10/2021 fait état de la vérification des équipements suivants : - extincteur PA - 65 - extincteur PP - 21 - extincteur sur roue PA - 4 - extincteur auto PA 1 - douche sécu - 6 les kits de sécurité ont également été contrôlés (97). RIA non évoqué dans le rapport. Rapport d'intervention N°150389828 - date d'intervention 27/01/22 vu le jour de l'inspection - 14 équipements complémentaires contrôlés
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : cf. constat précédent sur les maintenances - Le registre de sécurité vu sur site le jour de l'inspection était tenu à jour.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau constituée au minimum de 500 m³ correspondant à la réserve d'eau du circuit de refroidissement (pleine en permanence et équipée d'un raccord pompier) et avec ré-alimentation par réseau d'eau potable garantie pour une période de 2 heures en toute circonstance,- une réserve d'eau de 400m³ située sur la plateforme C (cf annexe 3),- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau communal. Ce réseau comprend au moins :<ul style="list-style-type: none">• 2 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;- 9 extincteurs à poudre polyvalente de 9 kg ;- 5 extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg ;- 1 extincteur à poudre polyvalente de 50 kg) (situé à côté de la cuve à bitume) ;- 35 extincteurs eau + additifs de 9 kg ;- 6 extincteurs eau + additifs de 6 kg ;- 12 extincteurs CO2 de 5 kg ;- 2 extincteurs CO2 de 2 kg ;• 14 robinets d'incendie armés. <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p>
<p>Constats : Le site présente</p> <ul style="list-style-type: none">- une bâche souple de réserves de 400 m³ en extérieur. Cette bâche présente un dispositif d'aspiration qui a été contrôlé en février 2022 par le SDIS. Le SDIS a indiqué (oralement, ils n'ont pas fait de rapport) que le point était conforme et a rappelé à l'exploitant de bien maintenir l'accès à cette prise d'eau. Cette bâche a été vue le jour de l'inspection.- l'exploitant a indiqué disposer d'une réserve incendie de 500 m³ dans le local sur remplissage automatique. Cette cuve n'a pas été vue le jour de l'inspection.- le site présente deux PI : l'exploitant ne dispose pas des contrôles faits sur site- le site dispose uniquement d'un ballon obturateur pour isoler le site du réseau communal mais pas d'autres vannes de barrage <p>Le nombre d'extincteurs est adapté suivant les recommandations du prestataire de service de l'exploitant (cf. constat précédent). Le nombre d'extincteurs est supérieur à la demande de l'arrêté.</p> <p>Demande de Compléments :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant procédera au contrôle de ces PI et transmettra les rapports à l'inspection.</p>
<p>Observations : L'inspection rappelle que les moyens de secours doivent être contrôlés annuellement tel qu'indiqué dans le présent article 4.2 de l'arrêté ministériel du 14/01/2000 pour toutes les installations classées au titre de la rubrique 2662 et non tous les 3 ans comme indiqué par le SDIS. La demande sur les sites ICPE est plus contraignante.</p> <p>L'exploitant mettra à jour son programme de suivi ainsi que son registre de suivi en conséquence.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2012, article 7.7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant a établi un plan de secours interne entre les Sociétés REGEPLASTIC et PR INDUSTRIE (cf. en annexe 2).
Constats : L'Annexe 2 de l'APA présente le plan d'opération interne, il n'est pas connu du directeur du site de Regeplastic. Le document n'est pas tenu à jour. PR industrie : présent sur site et limité à 5 personnes maximum sur site dans le bâtiment. Ce document découle des conclusions de l'étude de danger du site et doit être mis en application par les parties concernées. Les simulations du porter à connaissance de 2015 n'ont pas remis en cause les conclusions de l'étude de danger de 2010-2011 sur ce point. L'inspection rappelle que la cotation du phénomène dangereux entre PR Industrie et Regeplastic a été réalisée sur la base de la mise en place de ce POI. Il est donc primordial que ce dernier soit mis en œuvre, en intégrant l'ensemble des personnels présents au sein de la structure délimitée par la clôture. Demande de complément : L'exploitant doit apporter les attestations conjointes avec PR industrie de la mise en œuvre du POI ainsi que les comptes-rendus des exercices d'évacuation réalisés conjointement et les attestations de formation des personnels des deux entreprises.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet